



# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

### LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME**ABONNEMENTS**

Togo, France et autres Pays d'expression française ... 1 an	6 mois
Ordinaire .....	1.300 frs 800 frs
Avion .....	3.300 frs 1.700 frs
Etranger .....	1 an 6 mois
Ordinaire .....	1.600 frs 900 frs
Avion .....	3.750 frs 2.300 frs
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs
	Par porteur ou par poste :
	Togo, France et autres Pays
	d'expression française ..... 90 frs
	Etranger : Port en sus.

**ABONNEMENTS ET ANNONCES**

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO  
B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

**ANNONCES ET AVIS DIVERS**

La ligne ..... 80 frs  
minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :  
minimum ..... 250 frs

Direction, Rédaction et Administration :  
Cabinet du Président de la République  
Téléphone 27-01 — LOME

**SOMMAIRE****PARTIE OFFICIELLE**

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

**ORDONNANCES**

1970

- 29 janv. — Ordonnance n° 1 portant ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires conclu entre les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et signé par la République togolaise le 1<sup>er</sup> juillet 1968 ..... 135

**DECRETS**

1970

- 20 janv. — Décret n° 70-30 fixant la date limite d'application des dérogations apportées à l'avancement des divers personnels de l'Etat ..... 138
- 21 janv. — Décret n° 70-31 portant création de tribunaux coutumiers de première instance ..... 138
- 21 janv. — Décret n° 70-32 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Dapango, exercice 1968 ..... 139

- 21 janv. — Décret n° 70-33 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1968 de la commune de moyen-exercice de Bassari ..... 140
- 21 janv. — Décret n° 70-34 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Bassari, exercice 1968 ..... 140
- 21 janv. — Décret n° 70-35 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1968 de la commune de Lomé ..... 140
- 21 janv. — Décret n° 70-36 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Dapango, exercice 1969 ..... 140
- 21 janv. — Décret n° 70-37 portant approbation du budget additionnel de la commune de moyen-exercice de Bassari, exercice 1969 ..... 140
- 21 janv. — Décret n° 70-38 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Bassari, exercice 1969 ..... 140
- 21 janv. — Décret n° 70-39 portant approbation du budget additionnel de la commune de Lomé, exercice 1969 ..... 140
- 23 janv. — Décret n° 70-40 portant suppression des zones de salaires et augmentation des taux du SMIG et du SMAG ..... 139
- 28 janv. — Décret n° 70-41 portant expropriation d'un terrain pour cause d'utilité publique ..... 139
- 28 janv. — Décret n° 70-42 portant approbation du budget additionnel, exercice 1969 du bureau national de recherches minières (B.N.R.M.) ..... 140
- 28 janv. — Décret n° 70-43 portant approbation du budget, exercice 1970 du bureau national de recherches minières (B.N.R.M.) ..... 140
- 28 janv. — Décret n° 70-44 portant nomination des membres de la délégation spéciale de la circonscription de Vogan ..... 140
- 28 janv. — Décret n° 70-45 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana ..... 140
- 31 janv. — Décret n° 70-46 portant nomination de chefs de circonscription ..... 140
- 6 fév. — Décret n° 70-47 transférant à Amlamé le chef lieu de la circonscription de l'A'kposso ..... 139

## ARRETES ET DECISIONS

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1970

- 31 janv. — Arrêté n° 26-PR/INT portant nomination de chefs de poste administratif et d'adjoint au chef de circonscription ..... 141
- Arrêtés portant octroi d'aides scolaires ..... 141

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

1970

- 2 fév. — Arrêté n° 18-INT/APA portant interdiction de séjour aux nommés Ogunseyi Fémi Festus, Houn-gbonou Koffi Michel et Nouglozé Anani Daniel ..... 141
- 9 fév. — Arrêté n° 19-INT/STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Bassari ..... 141
- 9 fév. — Arrêté n° 20-INT/STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Klouto, Nuatja, Atakpamé, Akposso, Sotouboua, Sokodé, Bassari, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapango ..... 141
- Décisions portant passage automatique d'échelon et licenciement. 142

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN  
1970

- 28 janv. — Arrêté n° 25-MFEP/MF/CR accordant une rente viagère d'invalidité à M. Tékou Jérôme ..... 143
- 28 janv. — Arrêté n° 26-MFEP/MF/CR accordant des allocations familiales à M. Akouété Adoté Damien .. 144
- 28 janv. — Arrêté n° 27-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Senouvo Jacques ..... 144
- 28 janv. — Arrêté n° 28-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ali Maloua Yaya ..... 144
- 28 janv. — Arrêté n° 29-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de Mme Pana Marie Josephe Amina, née Amadou ..... 144
- 28 janv. — Arrêté n° 30-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Yakassao Kidingoma ..... 144
- 28 janv. — Arrêté n° 31-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tchangai Pierre ..... 144
- 28 janv. — Arrêté n° 32-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amah Jacques ..... 145
- 28 janv. — Arrêté n° 33-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tchendo Guillaume ..... 145
- 28 janv. — Arrêté n° 34-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Bodjona Michel ..... 145
- 28 janv. — Arrêté n° 35-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Abli Talaké. .... 145
- 28 janv. — Arrêté n° 36-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Attioghé Ekoué Louis. .... 146
- 28 janv. — Arrêté n° 37-MFEP-MF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Awi Abalo ..... 146
- 2 fév. — Décision n° 74-D/MF/MEN accordant une subvention à l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris. .... 146
- 2 fév. — Décision n° 75-D/MF/MEN accordant une subvention à la mission évangélique du Togo ..... 147
- 2 fév. — Décision n° 76-D/MF/MEN accordant une subvention au cours complémentaire méthodiste d'Anécho. .... 147

- 2 fév. — Décision n° 77-D/MF/MEN accordant une subvention à la mission évangélique du Togo ..... 147
- 2 fév. — Décision n° 82-D/MFEP/MEN accordant une subvention aux établissements d'enseignement technique privé du Togo ..... 147
- 2 fév. — Décision n° 83-D/MFEP-MEN accordant une subvention aux établissements d'enseignement privé confessionnel du Togo. .... 147
- 9 fév. — Arrêté n° 42-MFEP portant fixation du barème des taux d'intérêts applicables par la caisse nationale de crédit agricole. .... 143
- 9 fév. — Décision n° 104-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à M. Johuda Orshan, directeur de la société Orshan. .... 146
- 9 fév. — Décision n° 105-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agent comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'ouïre-mer (BEPTOM) .. 146
- 9 fév. — Décision n° 106-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur ..... 147
- 11 fév. — Décision n° 116-D/MFEP/T portant autorisation de paiement d'une somme à la banque togolaise de développement. .... 147
- 12 fév. — Décision n° 117-D/MFEP/F accordant une subvention exceptionnelle à l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO). .... 148
- Arrêtés et décision portant nomination, octroi d'allocations scolaires, attribution définitive de titre foncier et approbation de rôles. .... 148

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- 1970
- 29 janv. — Arrêté n° 35-MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale. .... 148
- 29 janv. — Arrêté n° 36-MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale. .... 149
- 29 janv. — Arrêté n° 37-MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications. .... 149
- Arrêtés et décisions portant intégrations, nomination, engagements, classement, suspension de fonctions, prolongation de stage, cessation de fonctions, acceptation de démission et rectificatifs à de précédents arrêté et décision portant intégration et passages automatiques d'échelon. .... 150

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES  
TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

- 1970
- 2 fév. Arrêté n° 5-MTP/PT portant création des bureaux des postes de Kpélé-Elé et Porto-Ségué. ... 153

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

- 1970
- 9 fév. — Arrêté n° 3-MER/AG mettant la ferme expérimentale de Sotouboua à la disposition de la SORAD centrale. .... 153
- 9 fév. — Arrêté n° 4-MER/AG mettant le centre-pilote de Bar-koissi à la disposition de la SORAD des savanes. .... 153
- Arrêtés portant nominations ..... 154

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

- Décision portant report d'admission à l'école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo. ... 154

## DIVERS

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Arrêtés portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie et d'ouverture d'un dépôt de médicaments. .... 154

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES  
TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1970

- 6 fév. — Arrêté n° 6-MTP/DMG/SIM portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue de la construction d'une station de distribution de carburants en bordure de la route d'Aného, face à l'ambassade d'URSS par la société Mobil-Oil A.O. .... 154

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

- Récépissé de déclaration d'association (comité national antituberculeux de la République togolaise) .... 155  
Avis de perte de titre foncier ..... 155  
Avis nécrologiques ..... 155

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS****ORDONNANCES**

*ORDONNANCE N° 1 du 29-1-70 portant ratification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires conclu entre les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et signé par la République togolaise le 1<sup>er</sup> juillet 1968.*

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.**

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 janvier 1967 portant désignation du président de la République ;

Le conseil des ministres entendu,

**ORDONNE :**

Article premier — Le Traité sur la non-Prolifération des Armes nucléaires proposé à la signature des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies par l'Assemblée générale signé par la République togolaise le 1<sup>er</sup> juillet 1968 est ratifié.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 29 janvier 1970  
Gal E. Eyadéma

**INTRODUCTION**

Le 12 juin 1968, au cours de la reprise de sa vingt-deuxième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 2373 (XXII) par laquelle elle s'est félicitée du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dont le texte est joint à cette résolution ; elle a prié les gouvernements dépositaires d'ouvrir le Traité à la signature et à la ratification à une date aussi rapprochée que possible et elle a exprimé l'espoir que les adhésions au Traité seront aussi nombreuses que possible de la part tant des Etats dotés d'armes nucléaires que des Etats non dotés d'armes nucléaires.

Le 19 juin 1968, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 225 (1968) par laquelle il a accueilli avec satisfaction l'intention exprimée par certains Etats de fournir ou d'appuyer une assistance immédiate, conformément à la Charte, à tout Etat non doté d'armes nucléaires partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui serait victime d'un acte ou l'objet d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires.

Le texte de ces deux résolutions est reproduit ci-après, avec les résultats des votes qui sont intervenus en cette matière à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité.

**RESOLUTION 2373 (XXII)****ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

LE 12 JUIN 1968

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 2346 A (XXII) du 19 décembre 1967, 2153 A (XXI) du 17 novembre 1966, 2149 (XXI) du 4 novembre 1966, 2028 (XX) du 19 novembre 1965 et 1665 (XVI) du 4 décembre 1961,

*Convaincue* qu'il est urgent et très important de prévenir la diffusion des armes nucléaires et d'intensifier la coopération internationale pour développer les applications pacifiques de l'énergie atomique,

*ayant examiné* le rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement en date du 14 mars 1968 (1) et rendant hommage à l'œuvre accomplie par le Comité en élaborant le projet de traité sur la non-prolifération qui est joint à ce rapport (2),

*Convaincue* que, conformément aux dispositions du traité, tous les signataires ont le droit de faire des recherches sur l'énergie nucléaire et de produire et utiliser cette énergie à des fins pacifiques et qu'ils pourront acquérir les matières brutes et les produits fissiles spéciaux ainsi que l'équipement nécessaires à la transformation, à l'utilisation et à la production de matières nucléaires à des fins pacifiques,

*Convaincue* en outre qu'un accord tendant à prévenir une plus grande prolifération des armes nucléaires doit être suivi le plus tôt possible de mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire et que le traité sur la non-prolifération servira cette fin,

*Affirmant* que, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, tant les Etats dotés d'armes nucléaires que les Etats non dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité d'agir conformément aux principes de la Charte des Nations Unies selon lesquels on doit respecter l'égalité souveraine de tous les Etats, s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et régler les différends internationaux par des moyens pacifiques,

1. *Se félicite* du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dont le texte est joint en annexe à la présente résolution ;

2. *Prie* les gouvernements dépositaires d'ouvrir le Traité à la signature et à la ratification à une date aussi rapprochée que possible ;

3. *Exprime* l'espoir que les adhésions au Traité seront aussi nombreuses que possible de la part tant des Etats dotés d'armes nucléaires que des Etats non dotés d'armes nucléaires ;

4. *Prie* la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et les Etats dotés d'armes nucléaires de poursuivre d'urgence des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date

(1) A/7072 et Corr. 1 et 2.

(2) Ibid., annexe 1.

rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité relatif au désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ;

5. *Prie* la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de rendre compte des progrès de ses travaux à l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session.

#### ANNEXE

#### TRAITE SUR LA NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

*Les Etats qui concluent* le présent Traité, ci-après dénommés les « Parties au Traité »,

*Considérant* les dévastations qu'une guerre nucléaire ferait subir à l'humanité entière et la nécessité qui en résulte de ne ménager aucun effort pour écarter le risque d'une telle guerre et de prendre des mesures en vue de sauvegarder la sécurité des peuples,

*Persuadés* que la prolifération des armes nucléaires augmenterait considérablement le risque de guerre nucléaire,

*En conformité* avec les résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies demandant la conclusion d'un accord sur la prévention d'une plus grande dissémination des armes nucléaires,

*S'engageant* à coopérer en vue de faciliter l'application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux activités nucléaires pacifiques,

*Exprimant* leur appui aux efforts de recherche, de mise au point et autres visant à favoriser l'application, dans le cadre du système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, du principe d'une garantie efficace du flux de matières brutes et de produits fissiles spéciaux grâce à l'emploi d'instruments et autres moyens techniques en certains points stratégiques.

*Affirmant* le principe selon lequel les avantages des applications pacifiques de la technologie nucléaire, y compris tous sous-produits technologiques que les Etats dotés d'armes nucléaires pourraient obtenir par la mise au point de dispositifs nucléaires explosifs, devraient être accessibles à des fins pacifiques, à toutes les Parties au Traité, qu'il s'agisse d'Etats dotés ou non dotés d'armes nucléaires.

*Convaincus* qu'en application de ce principe, toutes les Parties au Traité ont le droit de participer à un échange aussi large que possible de renseignements scientifiques en vue du développement plus poussé des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et de contribuer à ce développement à titre individuel ou en coopération avec d'autres Etats,

*Déclarant* leur intention de parvenir au plus tôt à la cessation de la course aux armements nucléaires et de prendre des mesures efficaces dans la voie du désarmement nucléaire,

*Demandant instamment* la coopération de tous les Etats en vue d'atteindre cet objectif,

*Rappelant* que les Parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ont, dans le Préambule dudit Traité, exprimé leur détermination de chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et de poursuivre les négociations à cette fin.

*Désireux* de promouvoir la détente internationale et le renforcement de la confiance entre Etats afin de faciliter la cessation de la fabrication d'armes nucléaires, la liquidation de tous les stocks existants desdites armes, et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs des arsenaux nationaux en vertu d'un traité sur le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

*Rappelant* que, conformément à la Charte des Nations Unies, les Etats doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les Buts des Nations Unies, et qu'il faut favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde,

*Sont convenus de ce qui suit :*

**Article premier** — Tout Etat doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à ne transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs ; et à n'aider, n'encourager ni inciter d'aucune façon un Etat non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit à fabriquer ou acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs.

**Article II** — Tout Etat non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs ; à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs ; et à ne rechercher ni recevoir une aide quelconque pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs.

**Article III** — 1. Tout Etat non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à accepter les garanties stipulées dans un accord qui sera négocié et conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique et au système de garanties de ladite Agence, à seule fin de vérifier l'exécution des obligations assumées par ledit Etat aux termes du présent Traité en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Les modalités d'application des garanties requises par le présent article porteront sur les matières brutes et les produits fissiles spéciaux, que ces matières ou produits soient produits, traités ou utilisés dans une installation nucléaire principale ou se trouvent en dehors d'une telle installation. Les garanties requises par le présent article s'appliqueront à toutes matières brutes ou tous produits fissiles spéciaux dans toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur le territoire d'un tel Etat, sous sa juridiction, ou entreprise sous son contrôle en quelque lieu que ce soit.

2. Tout Etat Partie au Traité s'engage à ne pas fournir : a) de matières brutes ou de produits fissiles spéciaux, ou b) d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour les traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux, à un Etat non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à des fins pacifiques, à moins que lesdites matières brutes ou lesdits produits fissiles spéciaux ne soient soumis aux garanties requises par le présent article.

3. Les garanties requises par le présent article seront mises en œuvre de manière à satisfaire aux dispositions de l'article IV du présent Traité et à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Parties au Traité, ou la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, notamment les échanges internationaux de matières et d'équipements nucléaires pour le traitement, l'utilisation ou la production de matières nucléaires à des fins pacifiques, conformément aux dispositions du présent article et au principe de garantie énoncé au Préambule du présent Traité.



4. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité concluront des accords avec l'Agence internationale de l'énergie atomique pour satisfaire aux exigences du présent article, soit à titre individuel, soit conjointement avec d'autres Etats conformément au Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La négociation de ces accords commencera dans les 180 jours qui suivront l'entrée en vigueur initiale du présent Traité. Pour les Etats qui déposeront leur instrument de ratification ou d'adhésion après ladite période de 180 jours, la négociation de ces accords commencera au plus tard à la date de dépôt dudit instrument de ratification ou d'adhésion. Lesdits accords devront entrer en vigueur au plus tard 18 mois après la date du commencement des négociations.

Article IV — 1. Aucune disposition du présent Traité ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions des articles premier et II du présent Traité.

2. Toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et ont le droit d'y participer. Les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi coopérer en contribuant, à titre individuel ou conjointement avec d'autres Etats ou des organisations internationales, au développement plus poussé des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité, compte dûment tenu des besoins des régions du monde qui sont en voie de développement.

Article V — Chaque Partie au Traité s'engage à prendre des mesures appropriées pour assurer que, conformément au présent Traité, sous une surveillance internationale appropriée et par la voie de procédures internationales appropriées, les avantages pouvant découler des applications pacifiques, quelles qu'elles soient, des explosions nucléaires soient accessibles sur une base non discriminatoire aux Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité, et que le coût pour lesdites Parties des dispositifs explosifs utilisés soit aussi réduit que possible et ne comporte pas de frais pour la recherche et la mise au point. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité seront en mesure d'obtenir des avantages de cette nature, conformément à un accord international spécial ou à des accords internationaux spéciaux, par l'entremise d'un organisme international approprié où les Etats non dotés d'armes nucléaires seront représentés de manière adéquate. Des négociations à ce sujet commenceront le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du Traité. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité pourront aussi s'ils le souhaitent, obtenir ces avantages en vertu d'accords bilatéraux.

Article VI — Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.

Article VII — Aucune clause du présent Traité ne porte atteinte au droit d'un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs.

Article VIII — 1. Toute Partie au Traité peut proposer des amendements au présent Traité. Le texte de tout amendement proposé sera soumis aux gouvernements dépositaires qui le communiqueront à toutes les Parties au Traité. Si un tiers des Parties au Traité ou davantage en font alors la demande, les gouverne-

ments dépositaires convoqueront une conférence à laquelle ils inviteront toutes les Parties au Traité pour étudier cet amendement.

2. Tout amendement au présent Traité devra être approuvé à la majorité des voix de toutes les Parties au Traité, y compris les voix de tous les Etats dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité et de toutes les autres Parties qui, à la date de la communication de l'amendement, sont membres du Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'amendement entrera en vigueur à l'égard de toute Partie qui déposera son instrument de ratification dudit amendement, dès le dépôt de tels instruments de ratification par la majorité des Parties, y compris les instruments de ratification de tous les Etats dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité et de toutes les autres Parties qui, à la date de la communication de l'amendement, sont membres du Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Par la suite, l'amendement entrera en vigueur à l'égard de toute autre Partie dès le dépôt de son instrument de ratification de l'amendement.

3. Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, une conférence des Parties au Traité aura lieu à Genève (Suisse), afin d'examiner le fonctionnement du présent Traité en vue de s'assurer que les objectifs du Préambule et les dispositions du Traité sont en voie de réalisation. Par la suite, à des intervalles de cinq ans, une majorité des Parties au Traité pourra obtenir, en soumettant une proposition à cet effet aux gouvernements dépositaires, la convocation d'autres conférences ayant le même objet, à savoir examiner le fonctionnement du Traité.

Article IX — 1. Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé le présent Traité avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. Le présent Traité sera soumis à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont par les présentes désignés comme gouvernements dépositaires.

3. Le présent Traité entrera en vigueur après qu'il aura été ratifié par les Etats dont les gouvernements sont désignés comme dépositaires du Traité, et par quarante autres Etats signataires du présent Traité, et après le dépôt de leurs instruments de ratification. Aux fins du présent Traité, un Etat doté d'armes nucléaires est un Etat qui a fabriqué et a fait exploser une arme nucléaire ou un autre dispositif nucléaire explosif avant le 1<sup>er</sup> janvier 1967.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé le présent Traité ou y auront adhéré à la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Traité et de la date de réception de toute demande de convocation d'une conférence ainsi que de toute autre communication.

6. Le présent Traité sera enregistré par les gouvernements dépositaires conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article X — 1. Chaque Partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, aura le droit de se retirer du Traité si elle décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays. Elle devra notifier ce retrait à toutes les autres Parties au Traité ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies avec un préavis de trois mois. Ladite notifi-

cation devra contenir un exposé des événements extraordinaires que l'Etat en question considère comme ayant compromis ses intérêts supérieurs.

2. Vingt-cinq ans après l'entrée en vigueur du Traité, une conférence sera convoquée en vue de décider si le Traité demeurera en vigueur pour une durée indéfinie, ou sera prorogé pour une ou plusieurs périodes supplémentaires d'une durée déterminée. Cette décision sera prise à la majorité des Parties au Traité.

Article XI — Le présent Traité, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies certifiées conformes du présent Traité seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé le Traité, ou qui y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Traité.

FAIT en ——— exemplaires, à ——— le ———.

Cette résolution a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal par 95 voix contre 4 et 21 abstentions, à savoir :

*Votent pour :* Afghanistan, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bolivie, Botswana, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, République Démocratique du Congo, Costa-Rica, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyane, Honduras, Hongrie, Islande, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Iles Maldives, Malte, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Sénégal, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Yémen du Sud, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

*Votent contre :* Albanie, Cuba, République-Unie de Tanzanie, Zambie.

*S'abstiennent :* Algérie, Argentine, Brésil, Birmanie, Burundi, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), France, Gabon, Guinée, Inde, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Portugal, Rwanda, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Espagne, Ouganda.

#### RESOLUTION 255 (1968)

#### ADOPTÉE PAR LE CONSEIL DE SECURITE

LE 19 JUIN 1968

#### LE CONSEIL DE SECURITE,

*Prenant note avec appréciation* du désir d'un grand nombre d'Etats de souscrire au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et, par là, de s'engager à n'accepter de quoi que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs, à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs et à ne rechercher ni recevoir une aide quelconque pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

*Prenant en considération* le souci de certains de ces Etats que, en liaison avec leur adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, des mesures appropriées soient prises pour garantir leur sécurité,

*Ayant présent à l'esprit* que toute agression accompagnée de l'emploi d'armes nucléaires menacerait la paix et la sécurité de tous les Etats,

1. *Reconnaît* qu'une agression avec emploi d'armes nucléaires ou la menace d'une telle agression à l'encontre d'un Etat non doté d'armes nucléaires créerait une situation dans laquelle le Conseil de sécurité et, au premier chef, tous ses membres permanents dotés d'armes nucléaires devraient agir immédiatement conformément à leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies ;

2. *Accueille avec satisfaction* l'intention exprimée par certains Etats de fournir ou d'appuyer une assistance immédiate, conformément à la Charte, à tout Etat non doté d'armes nucléaires partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui serait victime d'un acte ou l'objet d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires ;

3. *Réaffirme*, en particulier, le droit naturel, reconnu par l'article 51 de la Charte, de légitime défense, individuelle et collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

Cette résolution a été adoptée par 10 voix contre zéro et 5 abstentions (Algérie, Brésil, France, Inde, Pakistan).

## DECRETS

DECRET N° 70-30 du 20-1-70 fixant la date limite d'application des dérogations apportées à l'avancement des divers personnels de l'Etat.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 65-28 du 22 décembre 1966 relative à l'avancement des personnels de l'Etat pendant la période d'exécution du premier plan de développement ;

Vu l'ordonnance n° 6 du 19 février 1969 relative à la rémunération des agents de l'Etat pendant la période d'exécution du premier plan de développement,

#### DECRETE :

Article premier — La date d'expiration de la période d'application des dérogations aux dispositions statutaires ou réglementaires prévues par la loi n° 65-28 du 22 décembre 1966, modifiée par l'ordonnance n° 6 du 19 février 1969, est fixée au 31 décembre 1969.

Art. 2 — Le ministre des finances, de l'économie et du plan et le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 janvier 1970

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 70-31 du 21-1-70 portant création de tribunaux coutumiers de première instance.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 sus-visée ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier — Il est créé par le présent décret et conformément aux dispositions de la loi du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire, deux tribunaux coutumiers de première instance dont le siège et le ressort sont fixés ci-après :

1°) — Tribunal coutumier de première instance ayant son siège à Tsévié et comme ressort la circonscription administrative de Tsévié.

2°) — Tribunal coutumier de première instance ayant son siège à Amlamé et comme ressort la circonscription administrative d'Akposso.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 janvier 1970

Gal E. Eyadéma

**DECRET N° 70-40 du 23-1-70 portant suppression des zones de salaires et augmentation des taux du SMIG et du SMAG.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail ;

Vu l'arrêté n° 613-53/IT du 24 août 1953 fixant les zones de salaires et déterminant les taux du SMIG ;

Vu l'arrêté du 2 novembre 1963 modifiant les taux du SMIG ;

Vu le décret n° 69-25 du 14 janvier 1969 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des services de l'administration générale du travail ;

Vu l'avis de la commission consultative du travail en sa séance du 29 décembre 1969 ;

Sur proposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier — Les zones de salaires sont désormais supprimées.

Art. 2 — Les taux du SMIG et du SMAG sont augmentés de 20% pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 et sont désormais de 35,64 francs et 30,90 francs.

Art. 3 — Les inspecteurs du travail et des lois sociales sont chargés de veiller à l'application du présent décret qui prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 janvier 1970

Gal E. Eyadéma

**DECRET N° 70-41 du 28-1-70 portant expropriation d'un terrain pour cause d'utilité publique.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 69-186 du 30 août 1969 portant approbation du plan directeur d'urbanisme de Lomé ;

Vu les décrets n°s 45-2015 et 2016 du 1/9/1945 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier — Est déclaré pour cause d'utilité publique, l'ensemble de terrains limité à l'est par la route d'Atakpamé, à l'ouest par la ligne de chemin de fer Lomé-Blitta, au sud par une

ligne est-ouest passant par le PK 4 et au nord-ouest par la bretelle reliant les routes de Palimé et d'Atakpamé.

Art. 2 — Ce terrain servira pour l'implantation du complexe universitaire de la République togolaise.

Art. 3 — Le ministre des finances, de l'économie et du plan, le ministre de l'intérieur, le ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications, le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, des procédures d'acquisition dudit terrain et de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 janvier 1970

Gal E. Eyadéma

**DECRET N° 70-47 du 6-2-70 transférant à Amlamé le chef lieu de la circonscription de l'Akposso.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 et 18 du 4 août 1969 ;

Vu l'arrêté n° 401/AP du 9 juin 1951 portant établissement de la subdivision de l'Akposso Plateau ;

Vu le décret n° 59-79 du 28 avril 1959 transférant à Hihéatro le chef-lieu de la subdivision de l'Akposso Plateau ;

Vu la loi n° 60-4 du 10 février 1960 érigeant notamment les anciennes subdivisions en circonscriptions administratives ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier — Le chef lieu de la circonscription administrative d'Akposso, précédemment fixé à Hihéatro, est transféré à Amlamé.

Art. 2 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1970

Gal E. Eyadéma

**Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels**

*Par décrets pris en conseil des ministres :*

Décret n° 70-32 du 21-1-70 — Le compte administratif de la circonscription de Dapango, exercice 1968, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de vingt huit millions six cent soixante treize mille neuf cent soixante deux francs (28.673.962 frs) ;

En dépenses à la somme de vingt cinq millions quatre cent quatre vingt treize mille sept cent cinquante francs (25.493.750 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de trois millions cent quatre vingt mille deux cent douze francs (3.180.212 frs).

Sont approuvées l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérés destinées à régulariser le dépassement de crédits constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice :

*Annulation de crédits*

**CHAPITRE V** — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 — Entretien des routes et ponts ..... 26.233

*Ouverture de crédits*

**CHAPITRE V** — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 3 — Entretien et réparation des bâtiments  
à la charge de la circonscription : ..... 26.233

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1968 s'élevant au total à deux millions cent un mille trois cent quatre vingt quinze francs (2.101.395 francs).

Décret n° 70-33 du 21-1-70 — Le compte administratif de la commune de moyen-exercice de Bassari, exercice 1968, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de trois millions quatre cent vingt mille six cent soixante onze francs (3.420.671 francs) ;

En dépenses à la somme de deux millions huit cent vingt et un mille soixante dix francs (2.821.070 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de cinq cent quatre vingt dix neuf mille six cent un francs (599.601 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1969.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1968 s'élevant au total à sept cent cinquante six mille neuf cent trente six francs (756.936 francs).

Décret n° 70-34 du 21-1-70 — Le compte administratif de la circonscription de Bassari, exercice 1968, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quinze millions sept cent soixante trois mille cent cinquante neuf francs (15.763.159 francs) ;

En dépenses à la somme de quatorze millions cinq cent soixante dix neuf mille cent trente francs (14.579.130 francs) faisant apparaître un excédent de recettes de un million cent quatre vingt quatre mille vingt neuf francs (1.184.029 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1969.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1968 s'élevant à un million cent dix sept mille cinq cent quarante trois francs (1.117.543 francs) sont annulés.

Décret n° 70-35 du 21-1-70 — Le compte administratif de la commune de Lomé, exercice 1968, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de cent soixante onze millions cinq cent cinq mille huit cent treize francs (171.505.813 francs) ;

En dépenses à la somme de cent cinquante millions huit cent soixante quinze mille sept cent vingt trois francs (150.875.723 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de vingt millions six cent trente mille quatre vingt dix francs (20.630.090 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1969.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1968 s'élevant au total à soixante un millions deux cent trente quatre mille trois cent quatre vingt dix sept francs (61.234.397 francs).

Décret n° 70-36 du 21-1-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Dapango, exercice 1969, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trois millions trois cent quatre vingt deux mille cent un francs (3.382.101 francs).

Décret n° 70-37 du 21-1-70 — Le budget additionnel de la commune de moyen-exercice de Bassari, exercice 1969, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de neuf cent soixante quinze mille cinquante et un francs (975.051 francs).

Décret n° 70-38 du 21-1-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Bassari, exercice 1969, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million trois cent soixante huit mille cinq cent vingt neuf francs (1.368.529 francs).

Décret n° 70-39 du 21-1-70 — Le budget additionnel de la commune de Lomé, exercice 1969, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de soixante cinq millions neuf cent quatre vingt dix sept mille quatre cent quatre vingt douze francs (65.997.492 francs).

Décret n° 70-42 du 28-1-70 — Le budget additionnel du bureau national de recherches minières, exercice 1969, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de sept millions soixante cinq mille (7.065.000 francs).

Décret n° 70-43 du 28-1-70 — Le budget du bureau national de recherches minières, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinquante cinq millions cinq cent mille (55.500.000 francs).

### Nominations

Décret n° 70-44 du 28-1-70 — Les personnes dont les noms suivent sont nommées membres de la délégation spéciale de la circonscription de Vogan :

MM. Hodedin Antoine Messanvi, instituteur à Glidji  
Kalipé Hubert, fonctionnaire en retraite à Vogan  
Amegnran François, directeur de l'école d'Akoumapé.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 70-45 du 28-1-70 — Est et demeure rapporté le décret n° 67-248 du 11 décembre 1967 nommant M. Michel Simtekpeati, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana.

M. Sylvain Tinapan Babelème est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 70-46 du 31-1-70 — Sont nommées chefs des circonscriptions ci-après, les personnes dont les noms suivent :

**Lomé** — M. Kodjovi Gaspard, administrateur civil, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, précédemment chef de circonscription de Tabligbo, en remplacement de M. Wilson Raymond, appelé à d'autres fonctions.

**Anécho** — M. Bonfoh Boukari, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon, précédemment chef de circonscription de Pagouda, en remplacement de M. Barandao Jean-Marie, appelé à d'autres fonctions.

**Tabligbo** — M. Wilson Raymond, administrateur civil, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, précédemment chef de circonscription de Lomé, en remplacement de M. Kodjovi Gaspard, appelé à d'autres fonctions.

**Tsévié** — M. Korho Alphonse, adjoint administratif, 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon, précédemment adjoint au chef de circonscription de Lomé, en remplacement de M. Boukpessi Martin, appelé à d'autres fonctions.



**Sotouboua** — M. Napo Sébou, administrateur civil, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, en remplacement de M. Afidégnon Eusèbe qui recevra une autre affectation.

**Pagouda** — M. Boukpepsi Martin, adjoint administratif, 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon, précédemment chef de circonscription de Tsévié, en remplacement de M. Bonfoh Boukari, appelé à d'autres fonctions.

**Mango** — M. Apédo Emmanuel, instituteur, 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, précédemment en service à l'école d'application à Atakpamé, en remplacement de M. Ali-Kpohou Toussaint, appelé à d'autres fonctions.

**Dapango** — M. Ali-Kpohou Toussaint, adjoint administratif, 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon, précédemment chef de circonscription de Mango, en remplacement de M. Rinkliff Jean, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Le traitement des intéressés sera supporté par le budget général, chapitre 14, article 5.

Le présent décret prendra effet pour compter de la date de prise de service de chacun des intéressés.

## ARRETES ET DECISIONS

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### Nomination

N° 26/PR/INT du 31-1-70. — Sont nommées chefs des postes administratifs ci-après, les personnes dont les noms suivent :

**Toboun** — M. Palanga Benoît, adjoint administratif, 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, précédemment adjoint au chef de circonscription de Bassari, en remplacement de M. Eдорh Théophile qui a reçu une autre affectation.

**Guérin-Kouka** — M. Lawson Sigisbert, agent décisionnaire, précédemment chef de poste administratif à Kévé (Tsévié) en remplacement de M. Adama Boukari, décédé.

M. Bitho Théophile, secrétaire d'administration, 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, précédemment adjoint au chef de circonscription de Sotouboua, est nommé adjoint au chef de circonscription de Nuatja, en remplacement de M. Abessem André qui a reçu une autre affectation.

Le traitement des intéressés sera imputable au budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1.

#### Aides scolaires

N° 16/PR/MEN du 27-1-70 — Une aide scolaire de 100.000 CFA (cent mille cfa) est accordée pour l'année 1969-1970 à M. Wasungu Pascal, étudiant togolais à l'école pratique des hautes études de Paris pour la préparation et la soutenance d'une thèse de docteur de recherches sur l'organisation sociale et politique des Nawdeba.

Le montant de cette aide sera mandaté par bons de caisse par les soins du service des finances de la République togolaise au profit de l'intéressé à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 43, article 2.

N° 35/PR/MEN du 11-2-70 — Une aide scolaire de 50.000 CFA (cinquante mille francs CFA) est accordée à chacun des étudiants dont les noms suivent pour leur permettre de continuer leurs études dans les universités ci-après désignées pour l'année 1969-1970.

Dosse Bernard : étudiant à l'université de Dakar.

David Armand : étudiant à l'université de Dakar.

Curtus Djinadou : étudiant en sciences économiques à l'université de Dakar.

Adanlété François : étudiant à l'université de Dakar.

Le montant de ces aides soit 200.000 CFA (deux cent mille cfa) sera mandaté par les soins du service des finances au profit des intéressés à l'université de Dakar.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 43, article 2.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Autorisations spéciales de dépenses

N° 19/INT/STCS du 9-2-70 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Bassari, exercice 1970, représentant le douzième des budgets de l'exercice 1969 pour faire face aux dépenses du mois de février 1970.

N° 20/INT/STCS du 9-2-70 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Klouto, Nuatja, Atakpamé, Akposso, Sokodé, Sotouboua, Bassari, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapango, exercice 1970, représentant le douzième des budgets de l'exercice 1969 pour faire face aux dépenses du mois de février 1970.

### Interdiction de séjour

N° 18/INT/APA du 2-2-70 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération au nommé Ogunsevi Femi Festus, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né le 20 juillet 1945 à Lagos (Nigéria) fils de Ogunseyi Thomas et de Adjoha Abéké, commerçant demeurant à Accra (République du Ghana) de passage à Lomé, condamné pour vol à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 10 mai 1969 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13.332/13.332).

b) pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération au nommé Hounghonou Koffi Michel, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1950 à Cotonou (République du Dahomey), fils de Hounghonou François et de feu Marie, apprenti mécanicien, domicilié à Cotonou de passage à Lomé, condamné pour vol à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 29 mars 1969 du tribunal correctionnel de Lomé, (F.D. 11.115/22.222).

c) à l'exception de la circonscription administrative de Lomé, pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération au nommé Nouglozé Anani Daniel, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1934 à Kpomé (circonscription administrative de Tsévié), fils de Nouglozé Alégbessé et de Sodako Maria, cordonnier demeurant à Lomé, quartier Kpéhénou, condamné pour complicité et détournement de deniers publics à quinze ans de travaux forcés et cinq ans d'interdiction de séjour, par arrêt en date du 3 décembre 1964 de la cour d'assises du Togo (F.D. 11.5/15/31.222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### Passage automatique d'échelon

N° 13-D/INT/DSN du 6-2-70 — En application des dispositions prévues par les articles 36, deuxième alinéa et 87 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, sont constatés les avancements automatiques d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du corps des gradés et gardiens de la paix du cadre spécial de la sûreté nationale aux dates ci-après :

Adjalilé Joseph	Lawson Messanvi François
Agbenou Venance	Meba Adolphe
Agbodjan Jean-Marie	Nubukpo William
Dedjeh Paul	Sogoyou Germain
Gbadoé Michel	Tenou Louis

brigadiers de police 3e échelon — AC 1 a 4m 24j

7-2-70 — brigadiers de police 4e échelon — AC néant  
Ajavon Ayi Constant, brigadier de police 1<sup>er</sup> échelon — AC 1a 1m 22j.

9-5-70 — brigadier de police 2e échelon — A.C. néant  
Kolani Ali Gourma  
Laré Balaté  
Dagou Lallé

gardiens de la paix 7e échelon (sous-brigadiers) — AC 1a 6m.

1-1-70 — gardiens de la paix 8e échelon (sous-brigadiers) AC néant  
Agba T. Tombo, gardien de la paix 7e échelon (sous-brigadier) — AC 1a 1m 20j

11-5-70 — gardien de la paix 8e échelon (sous-brigadier) — AC néant  
Blandéyé Kadéna, gardien de la paix 6e échelon — AC 1a 1m 20j

11-5-70 — gardien de la paix 7e échelon (sous-brigadier) — AC néant  
Dogbé O. Joseph — gardien de la paix 6e échelon — AC 1a 1m

1-6-70 — gardien de la paix 7e échelon (sous-brigadier) — AC néant

Dadjo Antoine	Loguebina Etienne
Banque Laré	Mamadou Boukari
Batévi Bakagni	Kombaté Laré
Bileza Tétou	

gardiens de la paix 5e échelon — AC 1a 6m

1-1-70 — gardiens de la paix 6e échelon — AC néant

Aokpé Boniface	Laré Parou
Ouro Akondo Amidou	Moévi Isaac
Kaboua Abalo	Sago K. Jean-Marie
Bonfoh Bassabi	Tchamie François
Karsona Kontré	Ywassa K. Germain

gardiens de la paix 4e échelon — AC 1a 6m

1-1-70 — gardiens de la paix 5e échelon — AC néant

Akakpo Robert	Lakougnon Antoine
Alassani Dermane	Laré Lamboni
Alognon Antoine	Samary Yaya
Ayama Gaston	Takona Gabriel
Bamela André	Tchao Kpéssialo
Banabaya Simon	Katchame Madaria
Bilassa Benoît	Kpanté Mama
Botchona Karou	Komi Karoh
Djoma Djobi Sébastien	Kulekey Joseph
Edofh Christophe	Lamboni Mathias
Essobyou Stéphane	Olympio Joseph
Gniliguiha Daniel	Sintou Bakou
Kama Etienne	Tchandikou Napo
Kpandja Tchin	Tchindo Elias

gardiens de la paix 4e échelon — AC 1a 3m

1-4-70 — gardiens de la paix 5e échelon — AC. néant

Parké Toyi Boniface, gardien de la paix 4e éch. — AC. 1a 1m 8j

9-5-70 — gardien de la paix 5e échelon — AC néant

Awanyo Mathias	Amétoglo Nestor
Adalbert Patrice	Ségbaya K. Emmanuel

gardiens de la paix 4e échelon — AC. 1a 20j

11-6-70 — gardiens de la paix 5e échelon — AC. néant

Quenum Pascal, gardien de la paix 3e échelon — AC. 1a 5m

1-2-70 — gardien de la paix 4e échelon — AC néant

Abalo Emmanuel	Katchaou Benoît
Abalo Pascal	Kingbédé Jean
Ahianlé Séraphin	Lotsi John
Assih Marc	Malou Bertin
Atakora Théo	N'Kuakou Pierre
Awizoba K. Rémi	N'Zonou Delphin
Ayidi Pierre	Pékélé Nathaniel
Beketi Bernard	Soh Kéréziwé
Bowli Arnold	Somenou Mathias
Djadja Frantz	Sondoh Georges
Djona M. Adolphe	Yomo Samuel
Elitcha Augustin	

gardiens de la paix 2e échelon — AC 1a 5m

1-2-70 — gardiens de la paix 3e échelon — AC. néant

Abobo Assou	Apéto Gabriel
Agbessi François	Awidamanossi Mouzou
Akovi Dovi	Bati Comlan
Anvomi Louis	Comada Denis
Daketsé Nicolas	Lawson Alfred
Doh Benjamin	Loko Roger
Kakassa Jean	Moussou Henri
Laté Koffi	Ouro Gbéléou

gardiens de la paix 1er échelon — AC 3 mois

1-5-70 — gardiens de la paix 2e échelon — AC néant

Banawai Etienne	Kpatcha Emmanuel
Akakpo Espoir	Kpetsu K. Samuel
Akpabli T. Emmanuel	Malou Etienne
Ali Farno	Namadou Abdoulaye
Assih Céphas	Okpokou Laurent
Banassim Jean-Marie	Sokpoli Léonard
Bruce Eben-Ezer	Tagba Elias
Dogo Sébastien	Tchakpala Patrice
Ezoukounawo Jean	Toi Dinanèboutcho
Folly Etienne	Hiamabe K. G. Goddard
Heekpo Patrice	

gardiens de la paix 1er échelon — AC 2 mois

1-6-70 — gardiens de la paix 2e échelon — AC néant

### Licenciement

N° 15-D/INT/CGC du 9/2/70 — Le maréchal-des-logis-chef Amana Norbert du corps des gardiens de circonscription, en service au détachement d'Anécho, est licencié par mesure disciplinaire.

L'intéressé, qui sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription, bénéficiera du transport gratuit pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> février 1970.

# MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

ARRETE N° 42-MFEP du 9-2-70 portant fixation du barème des taux d'intérêts applicables par la caisse nationale de crédit agricole.

LE MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN,  
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République et formation du gouvernement ;  
Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit ;  
Vu l'arrêté n° 803/VP/MFEP du 29 décembre 1965 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise ;  
Vu l'ordonnance n° 25 du 14 juin 1967 portant création et statut de la caisse nationale de crédit agricole ;  
Vu l'avis du comité des banques et établissements financiers,

## ARRETE :

Article premier. — La caisse nationale de crédit agricole devra dans ses relations avec sa clientèle et pour les opérations qui ne peuvent être normalement initiées par les banques dans le respect des conditions générales, se conformer aux taux de rémunération indiqués au barème annexé au présent arrêté.

Article 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1970  
J. B. Tèvi

Barème des taux d'intérêts applicables au secteur agricole en dérogation à l'arrêté n° 803/VP/MFEP du 29-12-65.

### 1°) Crédits d'équipement technique :

Désignation	Moyen terme	Long terme
a) Achat de tracteur et équipement a) (charrues, charettes, remorques, pulvérisateurs, gyrobroyeurs etc)	5 %	Crédit à Pas de V long terme
b) Achat de matériel de transport et de levage .....	5 %	Crédit à Pas de V long terme
c) Matériel de culture attelée ..	5 %	Crédit à Pas de V long terme

### 2°) Crédits de construction et d'équipement des immeubles d'exploitation

Désignation	Moyen terme	Long terme
a) Construction ou aménagement des bâtiments de stockage ; des étables bergeries, poulaillers, porcheries, fosses à purin etc, .....	5 %	6 %
b) Matériel de clôture des champs et des herbages .....	5 %	6 %

### 3°) Crédits destinés à l'achat de cheptel vif :

Désignation	Moyen terme	Long terme
a) Animaux de trait .....	5 %	Pas de crédit à long terme
b) Animaux d'élevage .....	5 %	Pas de crédit à long terme

### 4°) Crédits destinés à la mise en place des exploitations

Désignation	Moyen terme	Long terme
a) Reconstitution ou plantation de cacaoyère — Reconstitution de caféière — Plantation de palmeraie — Plantation de vergers — Plantation de cocotiers .....	5 %	6 %
b) Défrichement, labour et actions intéressant des cultures annuelles et bisannuelles (Durée maximum 3 ans) .....	5 %	Pas de crédit à long terme

### 5°) Crédits d'entretien des plantations et des champs :

Désignation	Court terme	Moyen terme	Long terme
a) Opérations de recepage et d'éclaircissage des caféiers .....	4 %	5 %	Pas de crédit à long terme
b) Opérations de taille et d'éclaircissage des cacaoyers ....	4 %	5 %	Pas de crédit à long terme
c) Opérations de lutte contre le swollen-shoot, les capsides, les scolytes et insectes dépradateurs ....	4 %	5 %	Pas de crédit à long terme
Produits et matériels nécessaires à ces opérations .....	4 %	5 %	Pas de crédit à long terme

### 6°) Crédits destinés aux amendements et à l'assainissement des terres.

Désignation	Moyen terme	Long terme
a) Irrigation .....	5 %	6 %
b) Amendements .....	5 %	6 %

### 7°) Crédits destinés à l'établissement des herbages :

Moyen terme : 5%

Long terme : 6%

8°) Autres crédits à moyen terme et à long terme ne figurant pas sur le présent document :

Moyen terme : 5%

Long terme : 6%

## Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

N° 25/MFEP/MF/CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tekou Jérôme, contre-maître de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon des chemins de fer du Togo, en retraite, une rente viagère d'invalidité dont le pourcentage est fixé à 45 % du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à trente six mille sept cent cinquante six (36.756) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

N° 26/MFEP/MF/CR du 28-1-70 — M. Akoueté Adoté Damien, infirmier principal de 2<sup>e</sup> classe de la santé publique en retraite pourra prétendre sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Akue Abossé Lambert, né le 17 septembre 1969.

N° 27/MFEP/MF/CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme Senouvo Afankèyè (née Afangbom) ;

Mme Senouvo Latré Delphine (née Lawson), épouses de M. Senouvo Jacques, gardien de la paix principal 1<sup>er</sup> échelon (indice 550, pourcentage 50%) décédé le 31 mars 1968, une pension de veuve au taux annuel de vingt huit mille quatre cents (28.080) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille deux cent trente deux (11.232) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Colette, née le 1<sup>er</sup> mars 1951

François, né le 17 septembre 1952

Clément, né le 28 septembre 1954

Pierre, né le 19 octobre 1955

Casimir, né le 3 mars 1957

Justine, née le 5 septembre 1959

Eugène, né le 20 septembre 1959

Joseph, né le 5 janvier 1962

Rita, née le 2 octobre 1964

Lucie, née le 15 décembre 1967.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Senouvo Alphonse, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 28-MFEP-MF/CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ali-Maloua Zaratou (née Salifou), épouse de M. Ali-Maloua Yaya, gendarme de 2<sup>e</sup> classe 10<sup>e</sup> échelon mle 1.733 (indice 600, pourcentage 45 %) décédé le 20 avril 1969 une pension de veuve au taux annuel de cinquante-cinq mille cent trente six (55.136) francs pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille vingt huit (11.028) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1969 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Issaka, né le 29 janvier 1952

Zaratou, née le 23 mars 1955

Moussa, né le 7 octobre 1955

Mahamadou, né le 29 avril 1958

Adjaratou, née le 19 janvier 1963

Zariatou, née le 8 avril 1964

Abourazizi, né le 28 juin 1968

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de Mlle Ali-Maloua Foussénatou, chargée de leur tutelle.

N° 29-MFEP-MF/CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à neuf mille cent quarante huit (9.148) francs l'an pour compter du 8 juillet 1968 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Isabelle, née le 22 février 1954

Jean, né le 24 juin 1956

Joël, né le 21 août 1958

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Gnamey Benoît, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 30-MFEP-MF/CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Yakassao Iya (née Ganda), épouse de M. Yakassao Kidingoma, gendarme de 2<sup>e</sup> classe 9<sup>e</sup> échelon mle 1903 (indice 550, pourcentage 41 %) décédé le 4 juin 1969, une pension de veuve au taux annuel de quarante six mille quarante huit (46.048) francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à neuf mille deux cent douze (9.212) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Elias, né le 4 juillet 1959

Eliane, née le 4 juillet 1959

Clotilde, née le 3 juin 1963

Claude, né le 3 juin 1963

Tingarama, née le 7 octobre 1965

Nicolas, né le 3 décembre 1966

Ambroise, né le 3 décembre 1966

Ahoura, née le 6 mars 1967

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Ograbakou Pascal, chargé de leur tutelle.

N° 31-MFEP-MF/CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tchangai Marie Françoise (née Tcholo), épouse de M. Tchangai Pierre, agent spécialisé de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon des postes et télécommunications (indice 430 ; pourcentage 49 %) décédé le 16 mars 1969, une pension de veuve au taux annuel de quarante trois mille vingt huit (43.028) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à huit mille six cent huit (8.608) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1969 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Damienne, née le 27 septembre 1952

Patricia, née le 1<sup>er</sup> mars 1955

Gervais, né le 3 mai 1957

Casimir, né le 29 février 1960

Thérèse, née le 11 mars 1963

Gilbert, né le 13 février 1966

Côme, né le 9 janvier 1969

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Tchangai Kondo Antoine, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

N° 32-MFEP-MF-CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Amah Germaine (née Agbéto Afantchao), épouse de M. Amah Jacques, agent spécialisé principal 3<sup>e</sup> échelon des chemins de fer et wharf du Togo (indice 630) pourcentage 59 % décédé à Lomé le 8 janvier 1969, une pension de veuve au taux annuel de soixante quinze mille neuf cent quatre (75.904) francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse aux orphelins désignés ci-après :

- Ben, né le 30 février 1949
- François, né le 2 décembre 1949
- Eulaïde, née le 17 décembre 1949
- Mawoulé, née le 23 mars 1954
- Ayikoué, né le 27 mars 1956
- Marie, née le 9 décembre 1959

une pension d'orphelin fixée à quinze mille cent quatre vingts (15.180) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> février 1969 à chacun des orphelins ci-dessus dénommés.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Alowoanou Martin, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 33-MFEP-MF-CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tchendo Marie (née Sama), épouse de M. Tchendo Guillaume, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 650, pourcentage 40 %) décédé le 29 mars 1968, une pension de veuve au taux annuel de cinquante trois mille quatre vingt douze (53.092) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à dix mille six cent vingt (10.620) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968 à chacun des orphelins ci-après désignés :

- Irène, née le 18 avril 1950
- Boniface, né en 1951
- Agnès, née en 1951
- Kodjo, née le 21 juillet 1952
- Brigitte, née le 5 octobre 1952
- Louis, né le 21 juin 1954
- Philomène, née le 23 août 1954
- Elalie, née le 13 janvier 1955
- Céline, née le 1<sup>er</sup> décembre 1956
- Sébastien, né le 28 mars 1957
- Antoinette, née le 31 juillet 1957
- Pauline, née le 25 janvier 1958
- Constant, né le 5 octobre 1959
- Apoline, née le 9 février 1960
- Athanase, né le 6 juin 1960
- Eugénie, née le 22 novembre 1961
- Sybillie, née le 9 avril 1962
- Nathalie, née le 21 mars 1963
- Félicité, née le 27 février 1964

Bernice, née le 25 août 1964  
Faustin, né le 26 juillet 1966  
Augustine, née le 28 mai 1967  
Sidonie, née le 23 septembre 1967.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Tchendo Patrice, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 34-MFEP-MF-CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Bodjona Mélanie (née Bohna), épouse de M. Bodjona Michel, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon de l'administration générale du Togo (indice 750, pourcentage 43 %) décédé à Sokodé le 29 septembre 1967 une pension de veuve au taux annuel de soixante cinq mille huit cent cinquante six (65.856) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1967.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse aux orphelins désignés ci-après :

- Jean, né le 12 décembre 1950
- Edouard-Marie, né le 30 octobre 1953
- Charles, né le 4 octobre 1955
- Brigitte, née le 4 octobre 1958
- Laurent, né le 27 juillet 1960
- Jeanne-Marie, née le 20 août 1962
- Emmanuel, né le 9 janvier 1965
- Joseph, né le 13 décembre 1966

une pension d'orphelin fixée à treize mille cent soixante douze (13.172) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1967 à chacun des orphelins ci-dessus dénommés.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Bodjona Antoine, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 35-MFEP-MF-CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

- Abli Médiani (née Adje) ;
- Abli Pidoudouwè (née Kpakpabia),

épouses de M. Abli Talaké, gardien de la paix principal 1<sup>er</sup> échelon du Togo (indice 550, pourcentage 52 %) décédé le 16 avril 1968, une pension de veuve au taux annuel de vingt neuf mille deux cent quatre (29.204) francs pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins ci-après désignés :

- Mazalo, née le 14 juillet 1949
- Léopold, né le 17 octobre 1955
- Bernard, né le 29 mars 1956
- Ayaba, née le 13 novembre 1958
- Essolakena, née le 17 octobre 1959
- Batcham, née le 15 mai 1961
- Falabia, née le 23 octobre 1962
- Mientoutéma, née le 2 mars 1964
- Mandebis, né le 27 décembre 1965
- Kakoutitalé, né le 29 mars 1967
- Hippolyte, né le 13 août 1968



une pension d'orphelin fixée à onze mille six cent quatre vingts (11.680) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1968 à chacun des orphelins ci-dessus dénommés.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Abli Bignandi, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 36-MFEP-MF-CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Attiogbé Léontine (née Zamba), épouse de M. Attiogbé Ekoué Louis, assistant adjoint de 4<sup>e</sup> classe du corps du personnel de la police du Togo en retraite (indice 534 — pourcentage 27 %) décédé le 2 juillet 1969, une pension de veuve au taux annuel de vingt neuf mille quatre cent quarante quatre (29.444) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à cinq mille huit cent quatre vingt huit (5.888) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> août 1969 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Laurette Akouélé, née le 15 juillet 1957

Laure Akoko, née le 15 juillet 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, seront versées entre les mains de Mme Amoussou Ambavi Martiné, tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

N° 37-MFEP-MF-CR du 28-1-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Awi Antoinette (née Ama), épouse de M. Awi Abalo, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon de la santé publique du Togo (indice 700, pourcentage 41 %) décédé le 25 novembre 1968, une pension de veuve au taux annuel de cinquante huit mille six cent huit (58.608) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse aux orphelins désignés ci-après :

Adolphine, née le 14 avril 1952

Virginie, née le 10 juin 1954

Eugénie, née le 9 novembre 1956

Nicolas, né le 6 décembre 1956

Eve, née le 9 septembre 1957

Léocadie, née le 9 décembre 1957

Martha, née le 20 novembre 1958

Patrice, né le 8 mars 1959

Didier, né le 20 juin 1959

Cathérine, née le 14 mai 1960

Martine, née le 1<sup>er</sup> février 1961

Casmir, né le 16 avril 1961

Saturnin, né le 21 novembre 1961

Jean, né le 8 mars 1963

Francis, né le 27 octobre 1963

Ida, née le 13 avril 1964

Félicité, née le 15 août 1964

Théophile, né le 16 décembre 1965

Victoire, né le 31 mai 1967

Victor, né le 21 juillet 1968

une pension d'orphelin fixée à onze mille sept cent vingt quatre (11.724) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1968 à chacun des orphelins ci-dessus dénommés.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Bissang Tchangaï Ignace, tuteur des orphelins du de cujus.

### Autorisations de paiement

N° 74-D/MF/MEN du 2/2/70 — Une subvention de 5.928.750 CFA (cinq millions neuf cent vingt-huit mille sept cent cinquante cfa) soit 118.575 FF (cent dix-huit mille cinq cent soixante-quinze francs français) est accordée à l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris pour servir de paiement des allocations scolaires des étudiants boursiers togolais en France pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1970 au 31 mars 1970 soit 3 mois suivant détail ci-après :

Bourse catégorie D : 25.000 par étudiant et par mois ; cat. E : 42.000.

45 bourses catégorie D et 6 bourses cat. E soit 51 bourses.

Allocations brutes : ..... 25.000 x 51 x 3 = 3.825.000

Prestations tarifées à 40 % : .. 3.825.000 x 40 = 1.530.000

100

Total ..... = 5.355.000

Frais fonctionnement Office à 5 % : 5.355.000 x 5 = 267.750

100

Supplément au profit des bénéficiaires  
des bourses catégorie E : ..... 17.000 x 6 x 3 = 306.000

Total ..... = 5.928.750

Le montant total de cette subvention sera mandaté par les soins du service des finances de la République togolaise au profit de l'agent comptable de l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris CCP Paris-90 61 41.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1970, chapitre 42, article 1, parag. 5.

N° 104-D/MFEP/F du 9/2/70 — Est autorisé le mandatement au nom de M. Johuda Orshan, directeur de la société Orshan, compte n° 35/027.367 L ouvert à la BIAO Lomé, de la somme de un million deux cent deux mille cinq cents (1.202.500) francs en application de la convention en date du 21 juillet 1969, échéance du 31 décembre 1969, pour les études techniques et économiques d'une conserverie de fruits et agrumes et d'une fabrique de jus de fruits.

La dépense est imputable au chapitre 16, rubrique H du budget d'investissement, gestion 1969.

N° 105-D/MFEP/F du 9/2/70 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'agent comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer (BEPTOM), CCP n° 9042-16 Paris, de la somme de 2.000 FF soit 100.000 francs cfa, au titre de frais de scolarité des mois d'août, septembre et octobre 1969 des stagiaires togolais.

La dépense, imputable au budget général, exercice 1969, chapitre 42, article 7 sera régularisée ultérieurement.

N° 106-D/MFEP/F du 9/2/70 — Est autorisé le versement au compte courant 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur, de la somme de un million deux cent deux mille huit cent vingt sept (1.202.827) francs représentant l'augmentation de la participation togolaise au budget de fonctionnement de l'institut d'enseignement supérieur du Bénin au titre de l'année scolaire 1968-1969.

La dépense, imputable du budget général, exercice 1969, chapitre 36, article 6 sera mandatée au nom du trésorier-payeur à Lomé.

N° 116-D/MFEP/T du 11/2/70 — Est autorisé le versement au compte n° 60 004-B.N.P. ouvert au nom de la B.T.D. la somme de 2.352.501 F (deux millions trois cent cinquante deux mille cinq cent un) représentant la part de l'actif revenant à la République togolaise lors de la liquidation de la société civile des ciments du Bénin.

La dépense est imputable au compte 112-40 « Fonds Consignés ».

N° 75-D/MF/MEN du 2/2/70 — Une subvention de 6.759.999 CFA (six millions sept cent cinquante neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf francs cfa) à la mission catholique du Togo pour servir de paiement des allocations pour nourriture, habillement et fourniture scolaire aux élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1970 suivant détail ci-après :

59 BE + 389 DB :

$$40.000 \times 59 \times 2 = 1.573.333$$

3

$$20.000 \times 389 \times 2 = 5.186.666$$

3

Total ..... 6.759.999

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 42, article 1, paragraphe 1.

N° 76-D/MF/MEN du 2/2/70 — Une subvention de 186.666 CFA (cent quatre vingt six mille six cent soixante six francs cfa) est accordée pour l'année scolaire 1969-1970 au C.C. méthodiste d'Anécho pour servir de paiement des allocations pour nourriture, habillement et fournitures scolaires aux élèves boursiers placés dans le dit établissement pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1970 suivant détail ci-après :

14 DB —

$$20.000 \times 14 \times 2 = 186.666$$

3

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 42, article 1, paragraphe 1.

N° 77-D/MF/MEN du 2/2/70 — Une subvention de 1.346.666 CFA (un million trois cent quarante six mille six cent soixante six francs cfa) est accordée à la mission évangélique du Togo pour servir de paiement des allocations de nourriture, habillement et fournitures scolaires aux élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1970 suivant détail ci-après :

19 BE + 63 DB

$$40.000 \times 19 \times 2 = 506.666$$

3

$$20.000 \times 63 \times 2 = 840.000$$

3

Total ..... 1.346.666

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 42, article 1, paragraphe 1.

N° 82-D/MFEP/MEN du 2/2/70 — Une subvention de 1.400.000 Frs répartie comme suit, est accordée aux établissements d'enseignement technique privé désignés ci-après :

*Centre artisanal de Pya (C.B. n° 9230033 U.T.B.)*

700.000 Frs — soit 175.000 Frs par trimestre

*Centre d'apprentissage de Bassari (C.B. n° 025360/KB. BIAO)*

200.000 Frs — soit 50.000 Frs par trimestre

*Ecole ménagère N.D. de Bassari*

50.000 Frs (payable en une seule fois)

*Centre d'apprentissage de Dapango (C.B. n° 9230007 UTB)*

« Section industrielle » = 250.000 Frs — soit 62.500 Frs par trimestre

« Section ménagère » = 50.000 Frs payable en une seule fois

*Ecole ménagère N.D. apôtres Lomé (C.B. 0328 U.T.B.)*

50.000 Frs payable en une seule fois

*Ecole ménagère N.D. d'Afrique à Atakpamé*

50.000 Frs payable en une seule fois

*Ecole d'arts ménagers N.D.A. de Sokodé*

50.000 Frs payable en une seule fois

Le montant de la subvention ainsi répartie sera mandaté, par trimestre, au profit des directeurs du centre artisanal de Pya, des centres d'apprentissage de Bassari et Dapango et en une seule fois au profit des responsables des écoles ménagères Notre Dame des Apôtres de Lomé, Notre Dame d'Afrique d'Atakpamé, Notre Dame de Bassari, Notre Dame des Apôtres de Sokodé et de la section ménagère du centre de Dapango.

Les directeurs des établissements d'enseignement technique privé précités, devront présenter, avant tout paiement, la convention signée avec le ministre de l'éducation nationale pour l'utilisation et le contrôle de la subvention allouée.

La dépense est imputable au budget général — exercice 1970 — chapitre 41, article 2 (subventions à l'enseignement confessionnel).

N° 83 D-MFEP-MEN du 2-2-70 — Une subvention annuelle de 125.600.000 francs (cent vingt-cinq millions six cent mille francs) est accordée aux établissements d'enseignement privé confessionnel ci-après désignés selon la répartition suivante :

*Mission catholique*

125.600.000 x 50.910 = 97.772.110 soit	(24.443.028
65.400 par trimestre	(24.443.028
	(24.443.027
	(24.443.027

*Mission Evangélique*

125.600.000 x 13.267 = 25.479.131 soit	(6.369.783
65.400 par trimestre	(6.369.783
	(6.369.783
	(6.369.782

*Mission Méthodiste (CCP. 06-22)*

125.600.000 x 1.085 = 2.079.889 soit	(519.973
65.400 par trimestre	(519.972
	(519.972
	(519.972

*Ecole des Assemblées de Dieu — CB. 659114/B. BIAO*

125.600.000 x 140 = 268.868 soit	(67.217
65.400 par trimestre	(67.217
	(67.217
	(67.217

La tranche trimestrielle revenant à chacun des établissements scolaires précités, sera mandatée, au début de chaque trimestre, au profit de leur directeur ou virée à leur compte bancaire ou CCP.

La dépense sera imputée au chapitre 41, article 2 du budget général — exercice 1970 (subventions à l'enseignement confessionnel).

N° 117-D-MFEP-F du 12-2-70 — Une subvention exceptionnelle de quatre vingt deux millions soixante neuf mille cinq cent dix sept (82.069.517) francs répartie comme suit, est accordée à l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO), compte dépôt trésor n° 89, au titre de l'année 1970 :

Offset .....	30.139.374
Droits et taxes de douanes .....	20.565.482
Effets à payer aux fournisseurs .....	11.364.661
Fonds de roulement et équipement .....	20.000.000

La dépense, imputable au chapitre 39, article 2 du budget général, exercice 1970, fera l'objet d'une régularisation ultérieure.

**Nomination**

N° 41 MFEP du 2-2-70 — M. Freitas Kouassi Nazaire, ingénieur statisticien économiste de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la statistique générale est nommé directeur adjoint de la statistique.

**Bourses**

N° 108-D-MF-MEN du 9-2-70 — Une allocation scolaire de 216.000 CFA (deux cent seize mille cfa) est accordée à deux élèves boursiers de la CEE pour leur permettre de suivre un stage de formation pratique de 9 mois en matière de pêches sur les bateaux togolais, suivant détail ci-après :

Djassa Tokofaye .....	12.000 x 9 = 108.000
Gbati Koffi .....	12.000 x 9 = 108.000
Total .....	= 216.000

Le montant de ces allocations scolaires sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom de l'agent comptable du service des pêches (Formation du personnel) à Lomé UTB compte n° 30.161 au profit des intéressés.

La dépense est imputable au budget général — exercice 1969, chapitre 42, article 5.

**Attribution définitive de titre foncier**

N° 40/MFEP/DOM du 28-1-70. — Est attribué à titre définitif à la société C.I.C.A., le lot n° 18 du lotissement de Tsévié, objet du titre foncier n° 6846 de la République togolaise.

Le maire de la commune de Tsévié et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Rôles**

N° 38-MFEP-AI du 28-1-70 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1969 ci-après :

**BUDGET GENERAL***Commune de Lomé*

190 B.I.C. ....	4.784.927	
B.N.C. ....	382.800	
I.G.R. ....	2.716.238	
		7.883.965
		7.883.965

La date de mise en recouvrement des rôles exercice 1969 ci-dessus, s'élevant à la somme de sept millions huit cent quatre vingt trois mille neuf cent soixante cinq francs est fixée au 20 janvier 1970.

N° 39-MFEP-AI du 28-1-70 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1969 ci-après :

**BUDGET GENERAL***Commune de Lomé*

208 Taxe progres .....	19.563.423	
Versement forfaitaire ....	3.480.229	
		23.043.652
209 B.I.C. ....	260.000	
I.G.R. ....	2.100	
		262.100
		23.305.752

**BUDGET COMMUNAL***Commune de Lomé*

208 Taxe progres .....	1.146.800	
209 Taxe civique .....	6.480	
210 Patentes .....	733.197	
C/A s/patentes .....	41.797	
		774.994
		1.928.274
		25.234.026

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE****Promotions**

N° 35-MFP du 29-1-70 — Sont promus au titre de l'année 1968, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'administration générale :

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (catégorie C)***Premier semestre**Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1968**Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif principal*

Afidégnon Eusèbe, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Ekué-Tessi Francisco, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe*

Diogo Séverin, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

N° 36-MFP du 29-1-70 — Sont promus au titre de l'année 1969, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'administration générale :

*Premier semestre*

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION**

(catégorie B)

Au grade de secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Ekué Godfried, secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon

Au premier échelon du grade de secrétaire d'administration principal

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Folikpo Awuté Félix, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Akuesson Emmanuel, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Kao Kézié, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (Cat. C)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif principal

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Gbikpi Benoît, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Watson Hermann, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon — A.C. 1 a

Affo Alassani Martin, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon — A.C. 1 a

Anani Franek, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
*Pour compter du 20 mai 1969*

Koudjonou Clément, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Akwei Emmanuel	Dorcis Akpaglo Gaston
Abalo André	Hugbékey Léopold
Aguiar Patrice	Dotsey Daniel
Agbodjan Prince John	Adjéoda Athanase

Adjointes administratifs de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1969*

Fiodoga Nicolas, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Sabi Asmar, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION (catégorie D)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade de commis d'administration principal

*Pour compter du 4 mars 1969*

Kapou Badjrenou Théophile, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Adanleté Adjanoh Bernard, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Deuxième semestre*

**CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS (catégorie A1)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe

*Pour compter du 15 décembre 1969*

de Médeiros Victor, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (catégorie C)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif principal

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969*

Afoda Gibril Adam, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Placktor Nestor, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Fiassam Philippe, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1969*

Attikossi Christian, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969*

Akpalo Emmanuel	Sognonvi A. Alfred
Magloé Luisi Joseph	Anthony Emilie
Gabianou Gabriel	Sitti Albert
Bruce Godfroid	

adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Pour compter du 16 novembre 1969*

Wilson Adjété David, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION (catégorie D)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade de commis d'administration principal

*Pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1969*

Djiwonou K. Lucien, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

N° 37-MFP du 29-1-70 — Sont promus au titre de l'année 1969, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps des postes et télécommunications :

*Premier semestre*

**CADRE DES AGENTS D'EXPLOITATION (catégorie C)**

Au grade d'agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Johnson Pacôme, agent d'exploitation principal 3<sup>e</sup> échelon

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent d'exploitation principal

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Domingo Yekine	Akouvi Joachim
Akpotsé Winfried	

agents d'exploitation de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent d'exploitation de 1<sup>re</sup> classe

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Bédi Ohounou Emmanuel	Komlan Gabriel
Mensah Victor	Bébli Emile
Koffi Salomon	

agents d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Pour compter du 2 février 1969*

Laté Daniel, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

**CADRE DES PREPOSES (catégorie D)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade de préposé de 1<sup>re</sup> classe

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Ayéva Issifou, préposé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES AGENTS SPECIALISES (catégorie D)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade de conducteur de chantier

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

Tchonan Michel, agent spécialisé de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent spécialisé de 1<sup>re</sup> classe

Kponton Valentin, agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
— R.S.M. néant

*Pour compter du 10 avril 1969*

Amékoudji Koffi Justin, agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Deuxième semestre*

**CADRE DES INSPECTEURS (catégorie A2)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'inspecteur principal

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969*

Houédakor Mathias, inspecteur 4<sup>e</sup> échelon

Pour compter du 6 juillet 1969

Ramanou Adolphe, inspecteur 4<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES CONTROLEURS (catégorie B)**

Au grade de contrôleur principal de classe exceptionnelle

Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969

Leblond Louis, contrôleur principal 3<sup>e</sup> échelon

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade de contrôleur principal

Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969

Amévor Pierre Lawson Bétum Pascal

Amoussou K. Martial  
contrôleurs de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES AGENTS D'EXPLOITATION (catégorie C)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent d'exploitation principal

pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969

Sassy Michel, agent d'exploitation de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Byll Benjamin, agent d'exploitation de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent d'exploitation de 1<sup>re</sup> classe

Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969

Tchangai Philippe

Atayi Joseph

Akplogan Nourou Norbert

Amenyinou Benoit

Kuakivi, née Edoh Frieda

Yevessin Akakpovi David

Agents d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

pour compter du 16 août 1969

Ajavon Sébastien, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Ocloo Bénédicte, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

pour compter du 16 novembre 1969

Creppy, née Lawson Martine, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1969

Ayassou David, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CADRE DES AGENTS DES INSTALLATIONS**

**ELECTRO-MECANIKES (catégorie C)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent des I.E.M. de 1<sup>re</sup> classe

pour compter du 15 octobre 1969

Tessilimi Tadjou, agent des I.E.M. de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

**CADRE DES PREPOSES (catégorie D)**

Au 1<sup>er</sup> échelon du grade de préposé principal

pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969

Kuevi Sébastien, préposé de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

**Intégrations**

N° 38-MFP du 29-1-70 — M. Kouassi Houssinou Robert, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 39-MFP du 29-1-70 — M. Brenner Guy, titulaire du diplôme d'ingénieur de l'école nationale de l'aviation civile (option télécommunications et signalisation) est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie

A 2 — indice 1.200) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget autonome de l'ASECNA).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 40-MFP du 29-1-70 — Mme Kouvahey Appolonia, monitrice supérieure stagiaire de l'enseignement, rayée du contrôle des cadres de la République du Tchad est intégrée dans le cadre des monitrices de l'enseignement (catégorie D) pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1969 et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article 30-3°-b du décret n° 69-113 du 28 mai 1969, sa carrière est reconstituée comme suit :

1-10-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 13 ans 1 m. A.C.

1-10-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 11 ans 1 m. A.C.

1-10-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 9 ans 1 m. A.C.

1-10-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 7 ans 1 m. A.C.

1-10-69 — monitrice de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 5 ans 1 m. A.C.

1-10-69 — monitrice de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3 ans 1 m. A.C.

1-10-69 — monitrice de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 1 an 1 m. A.C.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 41-MFP du 30-1-70 — M. Moumouni Mama, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire des diplômes B et A (section administrative) de l'institut international d'administration publique est intégré dans celui de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1.300).

Le présent arrêté a effet pour compter du 22 décembre 1969.

N° 42-MFP du 30-1-70 — M. Etsi Emile, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement titulaire des diplômes B et A (section économique et financière) de l'institut international d'administration publique est intégré dans celui des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1.300).

Le présent arrêté a effet pour compter du 19 décembre 1969.

N° 45-MFP du 3-2-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 116-bis/MFP du 10 avril 1963 portant nomination.

M. Monsila D<sup>r</sup> Pierre qui a suivi avec succès des stages de formation théorique et pratique de céramiste est admis ainsi qu'il suit dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement technique (catégorie B).

10-4-63 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

10-4-65 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

10-4-67 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

10-4-69 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

M. Monsila garde son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 47-MFP du 9-2-70 — Mme Dansou Antoinette, née Gayibor, titulaire du diplôme d'Etat de sage-femme est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).



Conformément aux dispositions de l'article 31, 4<sup>e</sup> alinéa du décret n° 69-113 du 28 mai 1969, une bonification d'ancienneté de deux ans égale aux deux tiers de l'ancienneté acquise dans l'administration française est accordée à Mme Dansou.

Mme Dansou est élevée au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter de la date d'effet du présent arrêté.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

### Nomination

N° 161-D-MTAS du 9-2-70 — M. Venance Akpalo, assistant médico-social de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon est nommé directeur régional des affaires sociales pour la région maritime avec résidence à Lomé.

Le traitement de l'intéressé reste imputable sur le chapitre 24, article 8 du budget général.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

### Engagements

N° 104-D-MFP du 28-1-70 — M. Amana Kpatcha Abel est engagé en qualité de dactylographe permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique, en remplacement de Mme Ahavee Confort, démissionnaire (budget autonomie du centre national hospitalier de Lomé).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 118-D-MFP du 30-1-70 — Les candidats dont les noms suivent sont engagés dans les conditions ci-après et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 7).

*Dactylographe permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A.*

Amégavi Edouard.

*Menuisier permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A.*

Sassa M. Honoré.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 119-D/MFP du 30-1-70 — M. Kamin Michel est engagé en qualité d'agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 14, paragraphe 3 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 120-D/MFP du 31-1-70 — Les candidats ci-dessous désignés sont engagés en qualité de moniteurs permanents dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général) :

### 4<sup>e</sup> catégorie échelle A

Adjassehoun Sotodji Etienne  
Mouzou Koutombo Lucas  
Meba Traugott

Sourma Jean-Marie  
Lawson Charlotte

### 3<sup>e</sup> catégorie échelle A

Djayouri Michel  
Looky Salamatou Eugeni  
Comlan Elisabeth  
Koubonou Angèle

Heyou Victorine  
Berthold A. Dorcice

### 2<sup>e</sup> catégorie échelle A

Patasse Yawa Anastasie

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 140-D/MFP du 2-2-70 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Atama Yao la décision n° 23/MFP du 10 janvier 1970 portant engagement.

N° 147-D/MFP du 4-2-70 — M. Palanga Edouard, titulaire du brevet élémentaire est engagé en qualité d'agent permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 2 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 154-D/MFP du 5-2-70 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Assiobo Tipoh Honorée la décision n° 295/MFP du 12 avril 1967 portant engagement.

Mlle Assiobo Tipoh Honorée est engagée en qualité de dactylographe permanente de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 5 du budget général).

La présente décision a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 12 avril 1967 et au point de vue de la solde pour get général).

N° 155-D/MFP du 5-2-70 — M. Zinsou Honoré Espoir, titulaire du BEPC est engagé en qualité d'employé de bureau de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 14 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 156-D/MFP du 5-2-70 — M. Salifou Yacoubou Boukari est engagé en qualité de chauffeur permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour servir au poste administratif d'Elavagnon (cir. d'Atakpamé — chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 157-D/MFP du 5-2-70 — M. Abavor Folly Modeste est engagé en qualité d'électricien-plombier permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 14 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 158-D/MFP du 5-2-70 — M. Houedakor Jean-Marie est engagé en qualité d'agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du

plan pour servir à la section topographique du service des domaines (chapitre 8, article 13 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

### Classement

N° 137-D/MFP du 2-2-70 — M. Amoussou-Kpakpa Jean-Marie, employé de bureau permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle C, titulaire du CAP (mention employé de bureau) est classé à la 5<sup>e</sup> catégorie échelle A.

La présente décision a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969 et au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

### Suspension de fonctions

N° 44/MFP du 2-2-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 321/MFP du 1<sup>er</sup> août 1969 constatant incarcération de MM. Pennaneach François, Chitou Lassissi, Kouévi Sabin, Arouna Houénouwawa et Babaké François.

Les fonctionnaires ci-après désignés en instance de comparution devant le conseil de discipline sont suspendus de leurs fonctions :

Pennaneach François, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Chitou Lassissi, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Kouévi Sabin, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Arouna Houénouwawa, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch.  
Babaké François, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Pendant la durée de la suspension, les intéressés n'auront droit qu'à la moitié de leur solde majorée éventuellement des allocations à caractère familial conformément aux dispositions de l'article 45 (2<sup>e</sup> alinéa) de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 4 janvier 1970.

N° 46/MFP du 5-2-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 130/MFP du 29 mars 1968 constatant incarcération de M. Manfah Wallace.

M. Manfah Wallace, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, en instance de comparution devant le conseil de discipline est suspendu de ses fonctions pour compter du 14 mars 1968.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de sa solde nette majorée des allocations à caractère familial conformément aux dispositions de l'article 45 (2<sup>e</sup> alinéa) de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

### Prolongation de stage

N° 43/MFP du 31-1-70 — M. Tamakloé Mathieu, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration générale est soumis à une nouvelle période de stage de un an à compter du 1<sup>er</sup> juin 1969.

### Cessation de fonctions

N° 142-D/MFP du 4-2-70 — Il est mis fin, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 aux fonctions de M. Ocloo Primus, agent d'administration au salaire mensuel de quarante mille francs (40.000) francs.

### Démission

N° 102-D/MFP du 28-1-70 — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970, la démission de son emploi offerte par M. Akakpo Augustin, employé de bureau permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service au ministère de l'intérieur.

### Rectificatifs

**RECTIFICATIF du 29 janvier 1970 à l'arrêté n° 231/MFP du 27 mai 1969 portant intégration.**

#### Au lieu de :

M. Tchendé Joseph, titulaire du diplôme d'ingénieur agronomique V.V. Dokoutchaev de Kharkov (U.R.S.S.) est agronome (spécialisation défense des plantes) de l'Institut admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture au grade d'ingénieur de l'agriculture au grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20 — article 4 — paragraphe 1 du budget général).

#### Lire

M. Tchendé Joseph, titulaire du diplôme d'ingénieur agronome (spécialisation défense des plantes) de l'Institut agronomique V.V. Dokoutchaev de Kharkov (U.R.S.S.) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture au grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20 — article 4 — paragraphe 1 du budget général).

Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 30 janvier 1970 à la décision n° 1762/MFP du 4 novembre 1969 constatant passages automatiques d'échelon.**

Sont constatés au titre du deuxième semestre 1969 et pour compter des dates ci-après, les passages à l'échelon supérieur de leur grade des fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps des chemins de fer et du Wharf :

### Cadre des agents de maîtrise (catégorie C)

#### Au lieu de :

#### Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de surveillant de 1<sup>re</sup> classe

- 1-7-69 — Dogbé Raphaël, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Mensavi Joseph, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Alladé Samuel, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Kpodar Joseph, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Adekambi K. Ernest, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Akakpo Christian, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Attigan Alfred, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 1-7-69 — Daté Sossou Antoine, surveillant de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

Lire :

## CHEF DE STATION

**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de chef de station de 1<sup>re</sup> classe**1-7-69 — Dogbé Raphaël, chef de station de 1<sup>re</sup> classe  
2<sup>e</sup> échelon

## CHEF DEBARCADERE

**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de chef débarcadère de 1<sup>re</sup> cl.**1-7-69 — Kpodar Joseph, chef débarcadère de 1<sup>re</sup> classe  
2<sup>e</sup> échelon.

## SURVEILLANT

**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de surveillant de 1<sup>re</sup> classe**1-7-69 — Alladé Samuel, surveillant de 1<sup>re</sup> classe  
2<sup>e</sup> échelon.

## CONTREMAITRES

**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de contremaître de 1<sup>re</sup> classe**1-7-69 — Adékambi K. Ernest, contremaître de 1<sup>re</sup> classe  
2<sup>e</sup> échelon.1-7-69 — Akakpo Christian, contremaître de 1<sup>re</sup> classe  
2<sup>e</sup> échelon.1-7-69 — Attigan Alfred, contremaître de 1<sup>re</sup> classe  
2<sup>e</sup> échelon.

Le reste sans changement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS,  
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**ARRETE N° 5/MTP/PT du 2-2-70 portant création des bureaux des postes de Kpélé-Elé et Porto-Ségué.**

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,**

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 71-ter du 30 novembre 1920 portant ouverture des bureaux de poste aux opérations postales, télégraphiques et téléphoniques, au service des articles d'argent et des envois contre remboursement ;

Vu les arrêtés n° 74 et 419 des 28 décembre 1920 et 5 août 1932 créant dans toutes les localités pourvues d'un bureau de poste, un service des colis postaux ;

Vu les décisions n° 349 et 149 des 10 septembre 1935 et 17 novembre 1936 portant ouverture dans les bureaux de poste du service de la caisse d'épargne ;

Vu l'arrêté n° 462-51/PTT du 3 juillet 1951 portant fixation de l'encaisse des bureaux des postes et télécommunications du Territoire et les actes modificatifs subséquents notamment le décret n° 62.83 du 30 mai 1962 ;

Vu l'arrêté n° 626/PTT du 6 juillet 1956 portant dénomination et classement des établissements du service des postes et télécommunications de la République togolaise et fixant la nature de leurs attributions ;

Vu le décret n° 64-112 du 2 septembre 1964 portant création de primes de rendement au profit des personnels du Service des postes et télécommunications ;

Vu le décret n° 58-42 du 1<sup>er</sup> avril 1958 fixant le régime des primes et indemnités particulières dont peuvent bénéficier les personnels appartenant aux cadres des postes et télécommunications du Togo ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du directeur des postes et télécommunications,

**ARRETE :**

Article premier. — Sont créés les bureaux de plein exercice de Kpélé-Elé, circonscription administrative de Klouto et de Porto-Ségué, circonscription administrative d'Anécho.

Art. 2. — Ces établissements participent aux opérations suivantes :

— Echange de correspondances postales ordinaires et recommandées et des valeurs déclarées (tous régimes)

— Service des colis postaux ordinaires, avion et contre remboursement (tous régimes)

— Service des articles d'argent, des envois contre remboursement et des valeurs à recouvrer (tous régimes)

— Service télégraphique et téléphonique privé et officiel (tous régimes)

— Service de la caisse d'épargne et des chèques postaux ainsi qu'à tous services admis par les règlements postaux en vigueur sur l'étendue de la République.

Art. 3. — Les bureaux de Kpélé-Elé et de Porto-Ségué sont classés à leur ouverture à la 6<sup>e</sup> classe. Leur encaisse maximum est fixé à (100.000) cent mille francs.

Art. 4. — La date d'ouverture de ces bureaux sera publiée ultérieurement.

Art. 5. — Le directeur des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 février 1970

A. Mivédor

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

## Ferme expérimentale de Sotouboua

N° 3-MER/AG du 9-2-70. — La ferme expérimentale de Sotouboua est mise à la disposition de la société régionale d'aménagement et de développement (SORAD) de la région centrale.

Outre les bâtiments dont est dotée cette ferme, le matériel et le personnel qui en dépendent sont également mis à la disposition de cette SORAD, à l'exception du personnel et du matériel que la direction des services agricoles affecte à d'autres fonctions et utilisations.

Le cheptel vif de la ferme expérimentale de Sotouboua reste à la disposition de la direction des services agricoles.

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

## Centre-pilote de Barkoissi

N° 4/MER/AG du 9-2-70. — Le centre-pilote de Barkoissi est mis à la disposition de la société régionale d'aménagement et de développement (SORAD) de la région des savanes.

Outre les bâtiments dont est doté ce centre, le matériel et le personnel qui en dépendent sont également mis à la disposition de cette SORAD, à l'exception du personnel et du matériel que la direction des services agricoles affecte à d'autres fonctions et utilisations.

Le cheptel vif du centre-pilote de Barkoissi reste à la disposition de la direction des services agricoles.

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

### Nominations

N° 5-MER du 9-2-70. — M. Mensah F. Joachim, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon des eaux et forêts, adjoint au chef du service des eaux et forêts est nommé officier administratif togolais du projet « Développement des Ressources Forestières » en remplacement de M. Zinsou Benjamin, préposé de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon des eaux et forêts.

La solde de M. Mensah Joachim reste imputable au budget général, chapitre 20, article II.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

N° 6-MER/AG du 12-2-70. — M. Koffi Jacques, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>re</sup> échelon stagiaire d'agriculture (catégorie A1), nouvellement engagé est nommé chef de la division de la mutualité, de la coopération et du crédit en remplacement de M. Amedegnato Patrice appelé à d'autres fonctions.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20 — article 9 — paragraphe I du budget général.

## MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

### Report d'admission

N° 23-D/MSP du 10-2-70. — Pour raison de santé, l'admission en première année de l'école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo de M. Awoussi Mathias est conservée pour l'année scolaire 1970-1971.

L'intéressé reprendra ses cours de première année en octobre 1970.

## DIVERS

### PRESIDENCES DE LA REPUBLIQUE

#### Transfert d'une officine de pharmacie

N° 18-PR/MSP du 28-1-70. — M. Ahodikpe Azankpo Salomon, pharmacien, est autorisé à transférer son officine de pharmacie d'Anécho à Bè (circonscription de Lomé).

#### Ouverture d'un dépôt de médicaments

N° 37-PR/MSP du 11-2-70. — M. Vignon Antoine, demeurant à Seko, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957 à ouvrir à Seko, (circonscription administrative d'Anécho) un dépôt de remèdes officinaux de drogues simples, non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets sus-visés.

Gérant du dépôt : Vignon Antoine.

## MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Occupation temporaire du domaine public

N° 6-MTP/DMG/SIM du 6-2-70. — La société Mobil-Oil A.O. est autorisée à occuper temporairement le domaine public pour établir les voies d'accès à la station de distribution de carburants qu'elle se propose d'édifier en

bordure de la route d'Anécho, face à l'ambassade d'U.R.-S.S., sur son propre immeuble, objet du titre foncier n° 7894 (morcellement du TF. 52 de Lomé) à charge pour elle de se conformer à la réglementation en vigueur et aux conditions spéciales suivantes :

1°/ — Aucune installation, autre que les voies d'accès, ne devra se trouver sur le domaine public ;

2°/ — Les installations fixes et les distributeurs de carburants devront être placés au moins à 2,00 m de la limite du domaine public et de telle sorte qu'en aucun moment les véhicules en ravitaillement ne puissent stationner sur le domaine public ;

3°/ — L'aire de stationnement sera desservie par deux voies d'accès qui devront répondre aux conditions suivantes :

a) — Elles ne devront pas s'opposer à l'écoulement des eaux du domaine public et pour cela des passages sur fossés devront être établis s'il y a lieu ;

b) — En aucun moment les eaux pluviales ou usées de la station ne devront s'écouler sur le domaine public ;

c) — La circulation se fera à sens unique sur les voies d'accès et pour cela les panneaux nécessaires seront mis en place par le pétitionnaire et à ses frais ;

d) — La largeur des voies ne pourra dépasser 4,00 m mesurée perpendiculairement aux rives et leur axe devra former avec l'axe de la voie publique un angle de 30° au plus à leur entrée et compris entre 40 et 60° à leur sortie ;

e) — Aucune piste ne pourra commencer ou aboutir à moins de 10 m d'un carrefour.

4°/ — Dans les carrefours la visibilité devra être dégagée suivant deux pans de 10 m de longueur au moins, ces longueurs pouvant être augmentées si cela s'avère nécessaire. Ces zones de visibilité devront constamment rester libres de tout obstacle ;

5°/ — Les points lumineux de la station ne devront pas être confondus avec la signalisation routière ou leur faire obstacle. Ils ne devront pas être éblouissants pour les usagers de la route.

Le présent arrêté n'a que valeur de permission de voirie. Le permissionnaire devra, avant tout commencement de travaux, obtenir les autres autorisations éventuellement nécessaires.

Les travaux ne pourront commencer que lorsque le pétitionnaire justifiera qu'il a obtenu toutes les autorisations exigées par la législation entr'autres :

— Accord de M. le ministre des finances

— Autorisation financière (loi n° 60-26 du 5 août 1960)

— Autorisation délivrée par le service des établissements classés nécessitant une enquête de commodo et incommodo lorsque les installations sont rangées dans la 1<sup>re</sup> ou la 2<sup>e</sup> classe des établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révoqueable et pour une période de cinq (5) années à dater de sa signature. En aucun cas elle ne pourra se renouveler par tacite reconduction. Le permissionnaire devra pour en obtenir la prorogation, déposer une nouvelle demande trois (3) mois au moins avant l'expiration de la présente.

Si l'intérêt de la voirie ou des usagers l'exige elle pourra, à tout moment, être révoquée sans indemnité pour le permissionnaire, les droits versés par celui-ci restant acquis à l'Etat.

En cas de révocation de l'autorisation et au plus tard à l'expiration de celle-ci si elle n'a pas été renouvelée, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera

